

CIBLE

Proscrit

Le roi Michel de Roumanie est un patriote exemplaire, qui a joué voici cinquante ans un rôle décisif dans la libération de son pays trop longtemps soumis à la terreur fasciste et nazie.

Le roi Michel est naturellement citoyen de son pays chassé de Roumanie par un pouvoir communiste illégitime et privé par celui-ci de ses droits civiques.

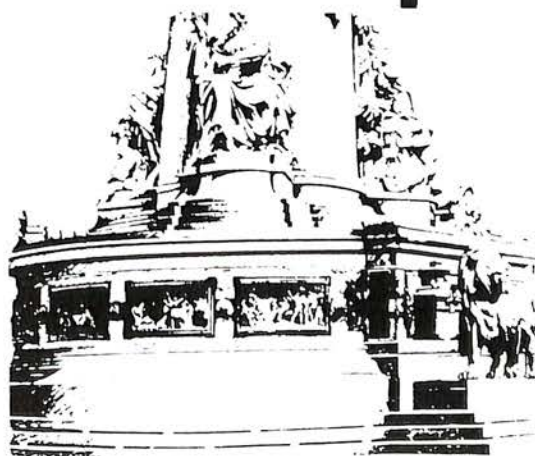
Le roi Michel est populaire en Roumanie, comme l'ont montré les immenses foules qui ont entouré la famille royale lors de son unique séjour, et qui souhaitent manifestement son retour.

Un pouvoir composé des artisans et des complices de l'ancienne tyrannie refuse obstinément de reconnaître à Michel de Roumanie le droit de se rendre librement sur sa terre natale et d'y circuler à sa guise : venu à Bucarest le 7 octobre pour se rendre à un colloque, le roi a été immédiatement refoulé vers la France.

Les milieux diplomatiques ont trop tardé à s'émouvoir de cette proscription. Ils doivent sans attendre rappeler à M. Iliescu les principes communs de la démocratie.

Débat

Refonder la République ?



Médias

La fabrique des nouvelles

p. 6/7

Biographie

Emmanuel Lévinas

p.9

L'explosion sociale, vite !

S'il est vrai qu'on a toujours les gouvernants qu'on mérite, voilà vingt-cinq ans que nous nous résignons à être les éternels dindons d'une série de farces électorales qui n'ont plus rien à envier à certains régimes subtropicaux...

Les péripéties de l'actuelle pré-campagne - dont nous sommes déjà largement saturés - inciteront-elles les Français à comprendre enfin qu'ils n'ont plus rien à attendre d'une classe politique complètement disqualifiée ? Rien n'est moins sûr.

Depuis que les héritiers putatifs du gaullisme ont, au lendemain de mai 1968, sabordé le projet de « nouvelle société » de Chaban-Delmas, tous les gouvernements qui se sont succédé se sont contentés plus ou moins de gérer les affaires courantes, le nez dans le guidon et l'oeil rivé sur les rivalités personnelles et partisans qui font les délices du microcosme... et la faillite d'une nation.

Il est sans doute inutile de dresser à nouveau un état des lieux hélas trop connu : chômage, exclusion, déficits, etc. Le pseudo « débat » dont se gargarisent les uns et les autres ne laisse malheureusement entrevoir aucune pers-

pective sérieuse susceptible d'enrayer radicalement la régression qui nous touche, au plan social, économique, politique, moral et culturel. Le rejet de la politique ne date pas d'aujourd'hui. Les avertissements sans frais n'ont pas manqué, et pourtant jamais le divorce n'a été aussi patent entre une classe politique arrogante, pusillanime, incompétente, corrompue, et la population, confrontée aux désastreux effets de son incurie. Il est clair que ni la droite ni la gauche, ravagées de l'intérieur par une incurable vérole, ne disposent plus de la moindre once de crédibilité pour concevoir une vision d'avenir et jeter les fondements d'une politique digne de ce nom.

Seuls les illusionnistes peuvent prospérer sur les décombres de notre démocratie dévoyée, toujours porteurs de schémas simplistes et réducteurs, générateurs d'aventures qui finissent mal.

A t-on réalisé - au vu des dernières européennes - que les populismes, toutes paro-

ses confondues, sont, avec 35 % des suffrages exprimés, devenus la principale force politique ? Et que l'ensemble des « partis de gouvernement » ne représente plus que 46 % des suffrages exprimés, soit à peine le tiers des inscrits ? Signe évident que le pouvoir politique a désormais perdu toute légitimité populaire, justifiant que le peuple fit la révolution pour se donner d'autres dirigeants.

Parvenus à un tel seuil critique - tant au plan social que politique - la révolution devient en effet non seulement inéluctable, mais nécessaire, sous peine de nous voir rapidement confondus avec quelques républiques bananières.

Toutes les conditions paraissent désormais réunies pour que survienne une salutaire explosion sociale dont les premiers effets seraient de trouver des responsables porteurs d'une vision d'avenir, capables de mettre en place des structures politiques et sociales enfin adaptées aux exigences



♦ Guy Leclerc-Gayrau

du temps et à l'évolution du monde.

La France ne manque ni de bons esprits ni de bonnes volontés. Il ne s'agit que de rejeter un système qui, à l'instar de la monarchie d'ancien régime, n'a pas réussi à se réformer, a étouffé toute possibilité d'innovation et s'est laissé pervertir par les méfaits d'une énarchie absolue.

La question n'est plus de savoir quand et comment se produira l'explosion, mais quel sera le projet qui prévaudra, et quels seront les hommes nouveaux capables de le promouvoir. Les révolutions étonnent toujours par leur capacité à faire surgir des personnalités qui, sauf accident, seraient probablement demeurées dans l'ombre.

Bertrand Renouvin, en publiant « Derniers jours avant la révolution », vient d'ouvrir à ce sujet quelques pistes décisives. Nous apprêtons nous-même à publier « Révolution ou régression », nous nous réjouissons d'apporter au débat la modeste contribution d'un « gaullisme social » qui ne doit rien aux dérisoires empoignades chiraco-balladurien-

Guy LECLERC-GAYRAU

Refonder la République...

Charles Millon, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale veut « en finir avec la monarchie républicaine ». Ce serait même une urgence, la deuxième, pour « refonder la République ». La première ? Instaurer un État impartial... ! Raisons d'une contradiction.

Pourtant, dans cet article du *Monde* (1), Charles Millon écrit des choses fort censées, pour ne pas dire lucides et

même courageuses, puisqu'au fond le bilan qu'il dresse de la situation politique et sociale de la France est un aveu d'échec de la capacité libérale à inspirer un projet de société : n'est-ce pas elle, sous couvert de gauche ou de droite, qui a abouti à cette triple confiscation de la chose publique - c'est-à-dire de la république - que dénonce Millon ? Celle, technocratique, du politique - on gère, en société libérale, on ne gouverne plus -, celle des intérêts privés prenant « le masque du service de l'État », celle des élus eux-mêmes, qui se comportent trop souvent, en effet, comme des féodaux. Bref, la grande confusion, le laisser-faire, laisser-aller dans le domaine de l'intérêt général ! Et Millon ne parle pas de la pratique galopante et non scientifique des sondages, qui confisque et pervertit le débat politique ; ni, dans une analyse pourtant lucide qu'il fait d'un double niveau de citoyenneté - d'un côté la « nomenklatura » politique, de l'autre vous et moi, soumis au sort commun et incertain -, de l'exclusion d'ores et déjà réelle, sociale et civique de plusieurs millions de Français. Le « Munich social » du chômage s'accompagne d'un Munich civique.

De fort bonnes choses donc, bien qu'incomplètes, dans cet article, et de bonnes propositions : « dans la patrie de Montesquieu », établir en

effet une réelle séparation des pouvoirs ; clarifier les fonctions politiques et les distinguer de celles d'expertise ou d'administration ; instituer une délimitation stricte entre l'intérêt général et l'intérêt privé, etc : toutes choses avec lesquelles on ne saurait qu'être d'accord. Mais pourquoi vouloir « en finir avec la monarchie républicaine », quand on vient de proclamer la nécessité d'un « État impartial » ? Passons sur la caricature de la concentration monarchique du pouvoir : le libéral Millon n'est pas sérieux : c'est le gaulliste et républicain Séguin qui rappelait dans un autre article du *Monde* (2), celui-ci sur le dernier livre du Prince, que Louis XV n'avait pas les pouvoirs du préfet de police de Paris ! En revanche, poursuivait-il, l'élément monarchique introduit dans nos institutions, la dimension capétienne donnée à celles-ci par le Gén-

ral de Gaulle, faisant du chef de l'État « l'héritier des prérogatives régaliennes », permettait de « préserver à la présidence de la République une fonction qui soit à la fois ferme, continue et impartiale ».

Impartiale, M. Millon : voilà ce que permet - à notre sens de façon encore insuffisante, inaboutie - cette monarchie républicaine voulue par le monarchiste de Gaulle : l'approche d'un État impartial.

Car M. Millon a raison d'écrire que « la Révolution française a fait tomber la tête du roi. Elle n'a pas, pour autant, déraciné des esprits le modèle monarchique ». Masochisme ? Non pas. C'est que ce modèle doit intervenir d'une façon ou

d'une autre : de Gaulle l'a compris, en particulier avec l'élection au suffrage universel du chef de l'État - refusée en son temps par la droite libérale - c'était un premier pas. M. Millon, au contraire, - on ne refait pas l'anglomanie libérale - veut « refonder la République » en important le bipartisme parlementaire anglais, qui officialise l'opposition : il est vrai qu'un tel bipartisme, étranger à notre tradition et pratique politiques, favorisé à gauche par l'effacement du P.C. aurait à droite le mérite de neutraliser l'exception gaulliste, ou du moins ce qu'il en reste. Mais, acceptons l'hypothèse d'école : l'opposition n'est-elle pas en Grande-Bretagne l'opposition officielle de Sa Majesté ? Où l'on retrouve l'élément monarchique comme symbole de l'unité nationale.

Si l'on veut refonder durablement la République ; affermir les chances d'une vraie séparation des pouvoirs ; mettre fin à trop de confiscation ou de confusion, dont celle qui consiste dans la concurrence entre Premier Ministre et Président de la République, toujours d'actualité, même quand ce dernier ne se représente pas ; assurer à la tête de l'État indépendance, hauteur et efficacité dans son domaine propre : les grandes orientations et la permanence du souci national - au gouvernement, en revanche de gouverner -, alors il ne s'agit pas d'en finir avec la monarchie républicaine ; mais au contraire de développer la logique de nos institutions... en passant à la République royale.

Axel TISSERAND

(1) *Le Monde* du 30 septembre 1994.
(2) *Le Monde* du 20-21 février 1994.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : L'explosion sociale, vite ! - p.3 : Refonder la politique - p.4 : Révolte(s) en germe - Balladur en faute - p.5 : L'ONU en apesanteur - p.6/7 : Fabriquer l'information - p.8 : La logique du capital - L'amorce d'un dessein - p.9 : Emmanuel Lévinas - p.10 : Pontlevoy - L'insurgé assagi - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Dérives autoritaires.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Royaliste n'est diffusé que par abonnement.
Faites-le connaître autour de vous,
Abonnez vos amis !
Trois mois d'essai = 25 F

Révolte(s) en germe

Des effectifs étudiants en constante augmentation, un taux d'encadrement en chute libre faute d'embauche de professeurs, des locaux trop petits pour accueillir tout le monde dans de bonnes conditions, un gouvernement maladroît qui ne comprend rien à la jeunesse et une jeunesse qui se sent méprisée : tout est en place pour que des révoltes éclatent.

L'année universitaire qui vient de s'écouler a été riche de manifestations estudiantines. Le gouvernement n'a pas su, ou n'a pas voulu, faire face à l'augmentation des effectifs, a tenté de remettre en cause l'Allocation au Logement Social, et enfin a

SGEN-CFDT, SNAU-FEN, ...) et des personnels ATOSS (CGT, ...) et largement souhaitée par les différents acteurs de l'enseignement.

Plusieurs universités ont fermé leurs portes une journée pour protester contre le traitement qui est infligé à l'enseignement supérieur en matière



voulu livrer les jeunes au patronat pour un salaire qui n'en aurait plus été un.

Lors de tous ces mouvements les étudiants ont exprimé le malaise général qui existe dans l'enseignement supérieur et qui est largement partagé par les enseignants et les personnels administratifs. Malaise qui prend sa source dans un manque patent de moyens financiers.

Malgré ce constat, il n'existe toujours pas de projet d'une loi de programmation pour l'éducation, réclamée par les organisations syndicales étudiantes (UNEF et UNEF-ID), enseignantes (SNESUP,

de financement. Même l'université de Paris-Dauphine, pourtant réputée pour être plutôt mieux lotie que les autres, voit ses moyens revus à la baisse. De multiples motions pleuvent sur le ministère, envoyées par différentes universités (Valenciennes, Toulouse III, Saint-Étienne, Paris-Saint Denis, Limoges, Brest...), sans que M. Fillon semble s'en émouvoir.

Qu'il prenne garde : les étudiants savent désormais que le gouvernement est faible devant la pression de la rue.

Philippe ÉTHUIN

Balladur en faute

Voici M. Balladur pris dans la tourmente politique, qui met à mal sa popularité : telle est la conséquence de son insigne maladresse.

Avant tout commentaire sur les scandales financiers, il faut une nouvelle fois rappeler la ligne de conduite de notre journal. La corruption nous choque et nous souhaitons qu'elle soit judiciairement sanctionnée, mais à l'époque où la gauche était éclaboussée par les affaires nous avons refusé de hurler avec les loups pour ne pas favoriser le national-populisme. Depuis que des responsables et des élus de droite se retrouvent à leur tour devant la justice, nous conservons la même attitude réservée, pour ne pas faire le lit de MM. Le Pen et de Villiers - qui ne sauveront pas plus la démocratie qu'ils ne nous préserveront des diverses formes de corruption - financière, politique et morale.

Ainsi, nous ne nous joindrons pas à la meute qui s'acharne aujourd'hui sur M. Longuet à partir de documents livrés à la curiosité publique au mépris du secret de l'instruction : tenant le ministre de l'Industrie pour innocent jusqu'à preuve du contraire, nous observerons seulement la « gestion » de « l'affaire Longuet » par Matignon. Gestion calamiteuse puisque le Premier ministre a commis des erreurs d'appré-

ciation qui entament son crédit et portent atteinte à son image.

En décidant que l'instruction de l'affaire Longuet serait retardée par l'ouverture d'une enquête préliminaire, le Premier ministre a fait un calcul aussi nuisible à lui-même qu'à ses proches partisans. D'une part, M. Balladur laisse supposer qu'il a cherché à entraver le cours de la justice, ce qui a indigné nombre de magistrats. D'autre part, le Premier ministre laisse supposer qu'il a cherché à protéger le président du Parti républicain qui est un de ses plus solides soutiens. Du coup, le thème balladurien de l'État impartial apparaît comme une pure hypocrisie et ne pourra plus guère être utilisé. Du coup, l'homme de Matignon apparaît comme un candidat quasi déclaré à la présidentielle, qui soutient les hommes de son clan au mépris de l'intérêt public. Du coup, l'enquête retardée a incité le juge, manifestement provoqué, à relancer l'affaire du financement du Parti républicain. Nous avons été les premiers à écrire que M. Balladur est un incapable : c'est ce que l'affaire Longuet, parmi d'autres, permet de vérifier.

Jacques BLANGY

**Vous pouvez nous interroger par minitel
sur le serveur 3615 ROYAUTÉ
rubrique « Les tribunes royalistes »**

L'ONU en apesanteur

Il y a quelque chose de pourrir dans East River. Au fil des discours convenus de l'Assemblée Générale et dans le magma juridique des résolutions, flotte une odeur de cadavre.

Le ministre français des Affaires étrangères a nommé le 28 juillet dernier les cinquante-huit membres d'un comité national de commémoration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 1995. Ministres, ambassadeurs, académiciens, universitaires, Prix Nobel et pour terminer Mme Catherine Deneuve, M. Charles Aznavour et Mme Christine Ockrent... !

A leur intention, on rappellera que lors du vingtième anniversaire - alors que l'on parlait déjà de crise de l'ONU - le général de Gaulle, qui s'était opposé aux premières opérations dites de maintien de la paix en Corée, à Suez et au Congo (actuel Zaïre), proposait d'en revenir à la Charte initiale et au pacte fondateur entre les cinq Grands. Le trentième anniversaire fut marqué du sceau du « *Nouvel ordre économique international* » qui dégénéra en un dialogue nord-sud auquel personne ne croyait, surtout pas Giscard qui se donna du mal pour faire semblant. Dans les deux cas, l'Assemblée Générale, avant 1960 par la majorité automatique, après par l'avènement du tiers-monde, jouait le premier rôle. Lors du quarantième anniversaire, Reagan tint la vedette, faisant de l'ONU le cadre du règlement des problèmes pendant entre les deux Grands dont l'un ne l'était plus vraiment. « *Pax Onusiana* » qui ne fut qu'une phase

éphémère de transition vers le « *nouvel ordre mondial* » défendu par Bush dans lequel le nouveau secrétaire général ne put que se mouler.

Boutros Boutros-Ghali a déçu, mais son échec est moins le sien propre que celui des États. C'est d'abord celui des États du tiers-monde qu'il était censé représenter à la tête du secrétariat général, de leurs organisations régionales, cadre premier de règlement des conflits, paralysées par les conflits d'éthnies et de voisinage. La disparition de l'Assemblée Générale comme acteur à part entière, comme partenaire et contrepoids du Conseil, est une des premières causes de déséquilibre de l'Organisation. La seconde est la dilution du processus de décision au sein du Conseil de Sécurité. Des résolutions sont reconduites sans véritable débat, par une forme de consensus mou, par la force acquise par la machine onusienne, que les membres qui sont censés les avoir adoptées n'ont pas la moindre intention comme États nationaux d'appliquer. Qui discute en France des votes de nos représentants à New-York ? Et pourtant il aura suffi de deux voix (une si l'on exclut celle du Rwanda) pour que notre résolution sur le Rwanda ne passe pas. En l'occurrence, notre statut de membre permanent, notre droit de veto ne nous servent de rien.

La troisième est l'attitude des deux seuls pays qui comptent vraiment au sein du Conseil

aujourd'hui : les États-Unis et la France. Les deux résolutions importantes de l'été, la 929 du 22 juin sur le Rwanda, à la demande de la France, et la 940 du 31 juillet sur Haïti, à la demande des États-Unis, représenteraient des avancées considérables du droit international si elles n'apparaissaient comme la couverture d'intérêts nationaux et en réalité la renonciation aux empires. Les Impériaux sont fatigués. Le fardeau de l'homme blanc, comme disait Kipling, est trop lourd à porter seul. On veut le répartir sur la caravane. Se constitue ainsi sans que personne ne l'ait consciemment voulu, sans même y penser, un « empire onusien » flasque, sans tête ni queue, humanitaro-diplomato-militaire, où médiateurs, casques bleus et experts en ONG surfent sur le malheur du monde alors que ces compétences, ces dévouements et ces financements pourraient faire merveille sous une réelle autorité politique, recréer ce que fut l'empire romain à son apogée sur toute l'étendue du monde connu d'alors. Quel immense gâchis !

Tous les projets de réforme, élargissement du Conseil de Sécurité, renforcement du secrétariat général, création d'une force permanente, ne serviront à rien dans le cadre des structures actuelles, tant que fera défaut une politique, fondée sur une vision stratégique des rapports de forces dans le monde, dans la durée et non au coup par coup devant l'urgence médiatique, après débat et entente, bref tant qu'il n'y aura pas à nouveau des « Nations Unies ».

Yves LA MARCK

♦ **AUSTRALIE** : Selon les derniers sondages d'opinion, l'indice de popularité de la monarchie serait en hausse. Le chef du parti travailliste, Paul Keating, lors du Congrès national de son parti, a pourtant renouvelé sa proposition d'abolir la monarchie et d'adopter une forme républicaine de gouvernement. Un vœu qui ne semble pas conforté par l'opinion des électeurs dont les ardeurs républicaines vacillent.

♦ **RUSSIE** : Plus de cinq cent mille personnes ont signé une pétition en Russie demandant un référendum sur la restauration de la monarchie. Elles espèrent que la visite d'État de la reine Élisabeth le 17 octobre donnera du poids à leur initiative. Dans le même temps, le 23 septembre, en présence de la grande-duchesse Leonida, veuve du grand-duc Wladimir, était enterré le grand-duc Georges, frère cadet du dernier tsar, dont les restes avaient été exhumés pour les besoins de l'enquête d'identification des squelettes impériaux. Nikolaï Masslov, assistant du vice premier-ministre Iouri Iarov a indiqué que le tsar Nicolas II et sa famille seraient officiellement enterrés dans la cathédrale Pierre et Paul de Saint-Petersbourg au printemps prochain. Il semble que ce soit la date du 5 mars qui ait été retenue, jour du Jeudi saint orthodoxe.

♦ **GRECE** : Le roi Constantin a porté plainte devant une cour d'Athènes contre l'État grec qui l'a dépossédé en avril dernier de sa propriété de Tatoi. Cette plainte sera jugée le 11 novembre prochain. Le roi estime dans son discours que la loi votée le 14 avril dernier, le privant de la nationalité grecque et de sa fortune est « anti-constitutionnelle ». Il demande la reconnaissance de l'accord qu'il avait conclu en juin 1992 avec le gouvernement de Constant Mitsotakis et qui avait été adopté le 30 septembre 1992 par la majorité conservatrice de l'époque. Cet accord, qui réglait les dettes fiscales de l'ancien roi, avait été aussitôt annulé par la nouvelle majorité socialiste en avril dernier.

♦ **ALLEMAGNE** : Le chef de la Maison Impériale d'Allemagne, le prince Louis Ferdinand de Prusse s'est éteint à Brême à l'âge de 86 ans. Né le 9 novembre 1907, ce deuxième fils du Kronprinz, et petit-fils du dernier empereur Guillaume II, était devenu chef de la maison impériale à la mort de son père en 1951 et la renonciation de son frère aîné. Il avait eu sept enfants. Mais à la mort de son fils Louis-Ferdinand en 1977 (devenu l'héritier suite aux mariages non dynastiques de ses frères aînés), il avait désigné comme successeur son petit-fils Georges-Friedrich. Il avait connu la grande joie de vivre la chute du mur de Berlin, la réunification de l'Allemagne et le transfert des cendres de Frédéric II le Grand à Postdam dont il gardait le sarcophage à Burg Hohenzollern. Le prince Louis-Ferdinand était aussi un grand compositeur de musique romantique, et c'est lui qui avait écrit la marche pour le transfert des restes de Frédéric le Grand. Il a été inhumé près de son épouse dans le petit cimetière à flanc de montagne à Burg Hohenzollern.

Fabriquer l'information

Patrick Champagne est sociologue et travaille aux côtés de Pierre Bourdieu. Il est l'auteur d'une critique remarquée des sondages d'opinion et a récemment collaboré à une étude approfondie des conditions actuelles du travail journalistique. Nous lui avons demandé de résumer ses observations, qui concernent les professionnels des médias et qui éclairent d'un jour nouveau le débat civique.

■ Royaliste : Pourquoi les Actes de la Recherche (1) ont-ils consacré un numéro au journalisme ?

Patrick Champagne : L'idée qui sous-tend ce numéro, c'est que le journalisme est devenu, du fait du développement considérable des moyens de diffusion, l'un des principaux canaux de construction de la réalité : les journalistes détiennent un pouvoir symbolique considérable, celui de nommer les situations, de dire comment vont les choses... D'où la lutte pour l'appropriation de la « bonne parole » sur le monde : aux journalistes s'opposent notamment les hommes politiques, qui ont eux aussi pour tâche de décrire les situations et de présenter les enjeux, mais aussi certains scientifiques qui ont pour vocation de dire quelque chose sur le monde. Il n'est donc pas surprenant que le journalisme se trouve sous le regard des sciences sociales.

■ Royaliste : Comment les journalistes supportent-ils ce regard ?

P. Champagne : Le milieu journalistique est particulièrement rétif à l'analyse et se défend au moyen de deux arguments : toucher au journalisme, c'est mettre en cause la démocratie ; le journalisme d'hier était pire que celui d'aujourd'hui. Or mon souci de sociologue n'est pas de comparer les époques ; par ailleurs, ce n'est pas mettre en

péril la démocratie que de s'intéresser à la présentation que les médias donnent de la réalité. En travaillant avec Pierre Bourdieu sur *La misère du monde*, nous avons constaté que les médias faisaient écran à une véritable saisie de la misère dans la mesure où il y a une représentation publique des malaises sociaux qui correspond surtout aux intérêts du milieu journalistique et aux conditions de la production journalistique : le journalisme parle de ce qui se vend, au propre et au figuré.

■ Royaliste : Pourriez-vous nous donner un exemple précis ?

P. Champagne : Pour *La misère du monde*, j'avais travaillé sur le problème des banlieues en difficulté, qui présente des particularités quant à l'information. Avec les agriculteurs comme avec les étudiants, que j'ai étudiés lors des manifestations de ces dernières années, on observe une confrontation entre les journalistes qui essaient de vendre du sensationnel, et des groupes qui tentent de maîtriser l'information qu'ils vont donner aux journalistes. Dans les banlieues, il en va différemment : les explosions sont soudaines et brèves, mais surtout elles sont très spectaculaires (donc elles conviennent aux journalistes) et elles mettent en cause des groupes dominés qui ne maîtrisent pas la manière dont on va parler d'eux et qui sont prêts à tenir

le discours que les journalistes attendent.

■ Royaliste : Suggérez-vous d'emblée que les jeunes des banlieues sont manipulés par les journalistes ?

P. Champagne : Non. Je ne critique pas les journalistes, mais j'observe que les conditions dans lesquelles ils travaillent - depuis l'arrivée de la dépêche de l'A.F.P. jusqu'à la publication du reportage - constituent une mise en forme spécifique de l'actualité. Lorsqu'un incident éclate dans un quartier, la rédaction demande au reporter de prendre les voitures qui brûlent, un dealer, un habitant mécontent, etc. L'enquête est faite avant même l'arrivée sur le terrain, selon un scénario établi à partir des clichés du rédacteur en chef, et de son interprétation spontanée de l'incident. Les questions des journalistes sont donc préalablement orientées, et il n'est pas étonnant que les reportages présentés au public confortent ses attentes et ses préjugés.

■ Royaliste : Les journalistes vous répondront qu'ils ont au moins le mérite de poser publiquement les problèmes, celui des banlieues ou tel autre...

P. Champagne : Certes, le problème est posé, mais dans quel état ! Je veux dire que, la présentation journalistique du problème ne permet pas souvent de créer un débat sérieux.

■ Royaliste : Les journalistes rétorqueront que, par exemple, le problème des banlieues a été sérieusement posé puisque le gouvernement a été obligé de se pencher sur la question...

P. Champagne : Précisons. Cela oblige le gouvernement à « faire sortir le débat des journaux » en prenant des mesures qui montrent qu'il s'occupe du problème. L'important, c'est de montrer. Pour cette démonstration, les gouvernements disposent d'une série de techniques - par exemple la nomination

d'un ministre de la Ville, l'organisation d'un colloque, ou bien des « initiatives concrètes » qui consistent à octroyer des crédits pour telle ou telle activité artistique. Quand on va sur le terrain, on s'aperçoit que bien souvent ces mesures ne correspondent pas du tout aux attentes de la population.

■ Royaliste : Arrive-t-il que des journalistes soient manipulés par une fraction de la population ?

P. Champagne : Dans un ouvrage dont nous publions

un chapitre dans le numéro d'*Actes de la Recherche* que vous évoquez, un sociologue américain Martin Sanchez-Jankowski a analysé les rapports entre les gangs et les médias. Il montre notamment que les gangs qui ont un véritable chef manipulent très bien les médias : ils se servent notamment des reportages pour prouver aux autres gangs combien ils sont redoutables... et pour rendre plus efficace le racket auprès des commerçants locaux.

Quant aux rapports entre la population et les journalistes dans notre pays, il faut souligner que les reportages à sensation stigmatisent les quartiers dans lesquels ils ont été effectués - par exemple Vaulx-en-Velin. Et la population de ces quartiers ou de ces communes est de plus en plus furieuse contre les journalistes qui ont présenté de façon caricaturale les lieux où elle vit. Il faut préciser que les journalistes locaux portent sur les « quartiers à problèmes » un regard très différent de celui de leurs confrères parisiens.

■ Royaliste : Vous avez étudié l'affaire du sang contaminé, qui résulte d'un tout autre type de travail journalistique...

P. Champagne : En effet. Il ne s'agit plus du reportage qu'on fait en quelques heures, mais d'une enquête effectuée par un journaliste qui a une formation médicale et qui a

travaillé pendant deux ans - ce qui est exceptionnel - avant d'aboutir aux révélations que vous connaissez. Cette enquête a paru exemplaire, quant au souci d'informer sérieusement les citoyens, et est à porter au crédit d'une presse qui se veut garante de la démocratie. Quand on regarde de plus près, on s'aperçoit cependant que les choses sont plus compliquées.

L'affaire du sang contaminé s'inscrit dans un processus de spécialisation du journalisme. En détournant une formule célèbre, on peut dire que le journalisme est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux seuls journalistes : les questions dont ils parlent mettent en jeu des intérêts énormes dans tous les domaines (politique, industriel, financier) et les journalistes sont l'objet de très fortes pressions - par exemple dans la presse automobile. Il faut donc que les journalistes renforcent leur autonomie, ce qui suppose deux conditions : qu'ils deviennent très compétents, et que cette compétence soit payante en termes de lectorat. On voit ainsi se développer une presse spécialisée dans des domaines très divers (la science, les tests dans les revues de consommateurs, etc) et nous lisons de plus en plus dans les quotidiens et les hebdomadaires des rubriques rédigées par des journalistes spécialisés (par exemple la médecine). Cette évolution est généralement positive mais, dans l'affaire du sang contaminé, le résultat est catastrophique.

■ Royaliste : Pourquoi ?

P. Champagne : Parce que la presse fonctionne globalement : c'est l'ensemble des acteurs du champ journalistique qui participe à la fabrication de l'information dominante. Cette information dominante, c'est celle qui est réputée importante par l'ensemble des médias importants notamment les médias audiovisuels, et qui va par conséquent peser sur la vie publique. Or la fabrication de l'information est en train de changer. Il y a quelques années encore, l'information des grands médias se faisait selon le modèle donné par *Le Monde* (information vérifiée, séparation du commentaire et du fait, refus du sensationnel,

privilège donné à l'explication). Les journaux télévisés se faisaient à partir de ce quotidien. Or la multiplication des chaînes et la concurrence entre elles aboutit à une transformation de l'information qui privilégie le sensationnel au mépris des règles de la profession et qui fait de l'audience un critère de légitimité journalistique : le « bon » journaliste, c'est celui qui « passe bien », qui fait de l'audience, qui fait des « scoops ».

Par rapport à ces observations, on peut dire que le traitement journalistique du sang contaminé commence bien et finit mal : l'enquête de la journaliste de *L'Événement* du Jeudi est solide. Elle aboutit à mettre en lumière certains problèmes et soulève de véritables questions de politique de la santé ; mais elle finit mal parce qu'il va y avoir une polémique entre journalistes spécialisés (*Le Monde* contre *L'ÉD*). Le contexte de l'époque (l'affaire du sang contaminé semble s'inscrire dans la série des scandales du moment) et le poids de la télévision qui choisit la thèse la plus médiatique, vont orienter le traitement journalistique vers la recherche de boucs émissaires donnés en pâture à l'opinion publique.

Ainsi, le métier de journaliste connaît actuellement deux évolutions contradictoires : d'une part, il y a un accroissement de la compétence des journalistes, qui est évidemment positive, mais d'autre part il y a une remise en cause des règles déontologiques (ce qui est la légitimité interne du milieu journalistique) par les grandes chaînes de télévision - ceci au détriment de la qualité de l'information.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

(1) *Actes de la recherche en sciences sociales* - n° 101/102 Mars 1994 - « L'emprise du journalisme » - prix franco 108 F.

Rappel

Patrick Champagne est l'auteur d'un livre fondamental sur les sondages d'opinion dont nous recommandons tout particulièrement la lecture :

« Faire l'opinion »

Éditions de Minuit, 1990, 318 p. - prix franco 166 F

La logique du capital

Pour comprendre la logique du capital et pour saisir l'enjeu des privatisations, il faut pénétrer au cœur de la finance.

Dans les économies très développées de l'Ouest européen, le capitalisme réel ne correspond en rien aux sym- pathiques légendes véhiculées par l'idéologie libérale. Certes, il existe de petits entrepreneurs dynamiques qui partent vaillamment à la conquête du marché, mais la dynamique de l'économie moderne résulte principalement de très grands groupes industriels assemblés en systèmes cohérents et qui opèrent sur des marchés fortement structurés.

Telle est la logique de ce qu'on appelait autrefois le « grand capital », entité menaçante et quasi magique qui révèle sa puissance et ses secrets à qui se donne la peine d'observer son organisation : ainsi François Morin - le meilleur spécialiste français des structures du capitalisme - qui s'est associé à Claude Dupuy pour mettre à nu le « cœur financier européen » (1).

A la fois court et rigoureux, leur ouvrage met en évidence deux types de capitalisme : le modèle anglo-saxon, d'inspiration libérale, se fonde sur les principes de la concurrence et du libre-échange entre les nations ; le modèle continental (qu'on appelle aussi

« capitalisme rhénan ») est un capitalisme national dans lequel les entreprises sont protégées et financièrement verrouillées, dans le cadre d'une politique de défense du marché intérieur et de recherche de la compétitivité extérieure.

Le capitalisme français, quant à lui, se situe à mi-chemin entre les deux modèles. Jusqu'à ces derniers mois, la déréglementation financière était compensée par la présence active de l'État et par l'importance du secteur nationalisé. Mais la politique de privatisation mise en œuvre par le gouvernement Balladur représente une « rupture systémique » dont les conséquences n'ont pas été envisagées et restent aujourd'hui encore imprévisibles.

L'exposition commentée des divers systèmes nationaux conduit les auteurs à souligner les liaisons qui sont en train de se nouer entre ceux-ci : la puissance qui résultera de ces convergences pose un problème politique dont l'importance n'a pas encore été mesurée.

Jacques BLANGY

(1) François Morin et Claude Dupuy « Le cœur financier européen » - Economica, 1993 - prix franco 116 F.

Mars 1994 : dans deux importantes émissions, le comte de Paris s'exprime.

Deux brochures donnent le texte intégral de ses interventions :

- Le comte de Paris à l'Heure de Vérité
- Le comte de Paris chez Jacques Chancel

Chaque brochure est vendue au prix de 30 F (franco)

L'amorce d'un dessein

Martine Aubry fut un remarquable ministre du Travail. Son livre n'est pas à la hauteur de son expérience et de ses ambitions.

Contrainte d'agir dans des conditions politiques défavorables, Martine Aubry fut un ministre du Travail incontesté. Intelligence, connaissance approfondie des dossiers, capacité de décision, énergie... les compliments qui lui sont adressés sont amplement justifiés, et beaucoup

que Martine Aubry bénéficie d'une solide expérience (de fonctionnaire spécialisé dans les questions sociales, de membre de cabinet, de ministre) qui lui permet de lancer dans le débat civique nombre d'idées positives. Sévère à l'égard du bilan social de la gauche, mais soucieuse de redonner au socialisme fran-



çais une ambition digne de lui-même, l'ancien ministre traite de façon très intéressante les dossiers des cotisations sociales, du chômage, des modes de réinsertion, de l'immigration... Il est cepen-

dant regrettable que certaines questions techniques ne soient pas approfondies (la part des salaires dans le chiffre d'affaires est évoquée par un seul exemple), que les orientations générales de la politique économique soient examinées de manière superficielle, que les thèmes touchant à l'avenir de l'Europe soient platement traités. A quand un nouveau livre - dense, rigoureux, vivant ?

Sylvie FERNOY

(1) Martine Aubry - « Le choix d'agir » - Albin Michel, 1994 - prix franco 107 F.

Emmanuel Levinas

Modeste, effacé, Emmanuel Lévinas ne compte certes pas au nombre de ces personnages toujours à l'avant-scène de l'actualité. Il est de ces penseurs profonds qui craignent le tapage et ont besoin du retrait et du silence pour mûrir une méditation qui touche plus le cœur de l'homme que le forum peuplé d'histrions. Pour autant, en son cas, un projet de biographie n'apparaissait pas complètement incongru, même s'il se prêta à l'interrogatoire autobiographique avec quelques réticences. Ainsi que l'écrit Marie-Anne Lescourret (1), qui a eu l'idée d'écrire la vie de Lévinas : « De gré ou de force, il fut présent, impliqué, meurtri, balayé ou actif, à chaque déchirure du XX^e siècle, dont il a fait les exercices d'une patience repensée ». De plus, l'œuvre du philosophe et du commentateur du Talmud est inséparable du destin du peuple juif, et de cette séquence inouïe où l'enfant de Kaunas vit à son âge d'homme toute sa famille disparaître avec l'ensemble de la communauté juive lithuanienne.

C'est le grand mérite du travail de Marie-Anne Lescourret de montrer comment la pensée de Lévinas s'inscrit dans l'histoire, répond à ses interrogations d'une façon très précise. Héritier d'une tradition, en même temps que membre d'un peuple souffrant, le philosophe sera intégralement fidèle à ce qu'il a reçu, tout en le restituant dans le langage d'une rationalité universelle, qui est celui de la Grèce et de la philosophie contemporaine. En ce sens, sa démarche est originale et peut susciter des objections (sa perception du judaïsme ne serait-elle pas trop personnelle et philosophique ?). Pourtant, il ne fait pas de doute que c'est bien le message de Jérusalem et non celui d'Athènes qui s'exprime dans ses grands thèmes et notamment la primauté de l'éthique. Et ce n'est pas Lévinas qui contesterait Léon Chestov dans l'opposition absolue qu'il opère entre les deux capitales, d'autant que la philosophie existentielle à laquelle il se réfère - il fut le premier introducteur en France de la phénoménologie de Husserl et de Heidegger - « fait exalter la synthèse de l'esprit grec et de l'esprit judéo-chrétien que le Moyen-Âge croyait avoir accomplie ». Mais son judaïsme était préparé au dialogue philosophique, parce qu'imprégné dès l'enfance lithuanienne de l'esprit des Lumières, cet esprit qu'il retrouve en France par la suite. Il ne s'agit pas, selon lui, d'une religion - au sens courant du terme, même celui du christianisme - mais d'un « mode primordial de l'humain », « ou avant toute théologie et en dehors de toute mythologie Dieu vient à l'idée ». Le modèle de Maimonide est là pour montrer que science et révélation ne sont pas incompatibles. D'où la tonalité intellectuelle de ce judaïsme qui s'oppose au mysticisme de la tradition hassidique. « L'ignorant ne peut être pieux » a appris l'enfant de Kaunas, à l'école des disciples du Gaon de Vilna. Et si « l'interprétation du Talmud doit être fondée sur la raison et non sur l'autorité », il conviendra de s'armer de toutes les sciences pour disposer de l'héritage.

Cette démarche implique tout de même une double

discipline. Lévinas n'est pas une sorte de lecteur heideggerien de la Bible. Lui qui se présentait, non sans humour, comme « un talmudiste du dimanche » a aussi ses maîtres dans ce domaine. Parmi eux, un personnage extraordinaire, qui eut aussi une influence profonde sur Elie Wiesel, dont personne ne connaissait le nom et l'âge, sautant toutes les frontières sans papiers, maîtrisant une trentaine de langues, ressemblant à un clochard ou à un clown. C'est ce géant de la culture juive qui fascine Lévinas. Tout ce que je publie sur le Talmud, pourra-t-il déclarer, c'est à Chouchani que je le dois (2). Pendant quatre ans, il le loge chez lui, et apprendra à son école comment s'insérer dans la dynamique de l'interprétation du Talmud. Une interprétation qui comblait toutes ses aspirations et toutes ses exigences : « Pour nous, il a rendu impossible à jamais l'accès dogmatique, purement fidéiste, ou même théologique du Talmud ».

Parallèlement, l'auteur de *Totalité et Infini* poursuit sa recherche philosophique, à partir de la phénoménologie qu'il a fait connaître en France dès les années 30, en s'engageant dans une voie originale, qui lui est très personnelle et que la génération des années 80 reconnaîtrait comme la plus apte à servir les droits de l'homme.

par Gérard Leclerc



De ce point de vue, il faut retenir ce propos qui explique beaucoup de choses : « Je dois sans doute beaucoup à l'existence et à l'expérience juive, mais dans la large mesure où elle repose sur les pensées qu'elle ignore. Je ne me situe donc dans aucune case juive, et me classe uniquement en fonction de la formation générale : mais là aussi approximativement ». Précisément sur les droits de l'homme, comment ne pas retenir cet « attachement à l'autre dans son altérité jusqu'à lui accorder une priorité par rapport à soi-même ». Cette perspective de l'autre, jusqu'à en devenir son otage, résume l'essence de sa pensée qui n'a jamais tendu qu'à « ramener le sens de toute expérience à la relation éthique entre les hommes ».

La situation exceptionnelle de Lévinas dans l'histoire l'a sans doute voué à ce message de paix, par le respect de l'autre et des différences. L'exilé qui, sans rien renier, adopta la nationalité française en endossa avec fierté l'uniforme témoigne à lui seul, d'une façon remarquable d'être français par amour de la langue, son véritable enracinement qui ne détruit pas le caractère exodique de sa vie et de sa pensée. Il est remarquable que cet homme dont la mémoire historique lorsqu'elle évoque le christianisme se rapporte spontanément à l'inquisition, ait été reconnu de façon privilégiée, par des penseurs chrétiens (tel Jean-Luc Marion), et par le pape polonais lui-même. N'est-ce pas que ceux-ci ont découvert en lui un témoin privilégié de la foi et de l'espérance bibliques ? Certes, la rencontre est sur fond de distance. Rosenzweig avant Lévinas avait discerné la valeur et la nécessité d'un dialogue judéo-chrétien qui demeure dans la tension : « Le dialogue vit de son ouverture même, de la présence désirée de son interlocuteur ». Il ne s'agit pas de conclure mais de vivre en la présence non seulement acceptée mais voulue de l'autre. Ce n'est pas la moindre leçon de cet éveil exceptionnel. Si ce pouvait être aussi la leçon de l'Histoire. Au-delà de la remémoration convulsive du passé, s'engager enfin dans l'écoute vraie de celui qui hier fut l'éternel rejeté.

(1) Marie-Anne Lescourret « Emmanuel Lévinas », Flammarion, Prix franco : 168 F. Les qualités de ce livre aujourd'hui indispensable pour la meilleure compréhension d'un auteur capital ne me rendent pas pour autant acceptables quelques pages sur Pierre Boutang. Celles-ci inspirées par le ressentiment n'ont d'excuse que l'ignorance, si toutefois celle-ci est non volontaire.

(2) Sur l'intéressé il faut lire le livre de Simon Malka « Monsieur Chouchani, L'énigme d'un maître du XX^e siècle » - J.-C. Latès, Prix franco : 147 F.

Pontlevoy

L'histoire du collège de Pontlevoy (près de Blois), que retrace Philippe Minier, illustre l'évolution de la pédagogie dans l'ancienne France. Au début, il s'agit d'un couvent où l'on enseigne Dieu à des élèves destinés exclusivement à la prêtrise. Plus tard, ce sont des enfants d'origine noble qui sont confiés aux moines, sans souci de les orienter uniquement vers le spirituel, ce qui a pour conséquence un enseignement plus diversifié.

Après la révocation de l'Édit de Nantes, des fils de familles réformées sont placés à Pontlevoy afin de les ramener dans la vraie religion. On note aussi l'existence d'une forte influence janséniste.

Au XVIII^e siècle, le collège s'ouvre aux familles de riches négociants ainsi qu'aux « boursiers du Roi » (enfants pauvres de familles nobles). A cette époque, Pontlevoy est l'un des meilleurs collèges du royaume, ce qui lui vaut de faire partie des douze collèges royaux militaires créés en 1776 avec l'idée de mettre en place un système unifié d'éducation. Le collège se laïcise de plus en plus. Signe du temps, à la veille de la Révolution, la préparation à la carrière militaire prend une place prépondérante.

Livre riche en détails et très bien documenté, l'on regrettera néanmoins que l'auteur ne dise mot de Pontlevoy après 1791.

Marc DESAUBLIAUX
Fabrice Minier « La vie quotidienne au collège de Pontlevoy (1634-1791) » - Ed. Le clairimrouère du temps - 213 pages - Prix franco : 183 F.

L'insurgé assagi

Plus que par ses oeuvres - encore que certaines mériteraient d'échapper à l'oubli où on les tient - **Thierry Maulnier vaut par son parcours, tout à fait caractéristique de ce que l'on appellera faute de mieux un intellectuel de droite.**

Dans la biographie qu'il consacre à celui qui s'appelait de son vrai nom Jacques Talagrand, Étienne de Montety ne succombe ni à l'hagiographie, ni à la psychanalyse de bazar, mais s'attache avec rigueur à nous montrer les engagements successifs d'un homme dans son temps, dont la pensée se nourrit de l'expérience, même s'il semble parfois privilégier son talent aux dépens de ses convictions. Du Normalien farceur à l'Académicien honoré, Thierry Maulnier n'a jamais su se départir d'une certaine facilité, nuisible à la profondeur de sa réflexion.

Très actif dans les milieux Jeune Droite des années 30, il s'efforce, au travers de multiples articles théoriques, parus dans des revues tout aussi théoriques et multiples, de dépasser un nationalisme jugé trop bourgeois en le réconciliant avec le socialisme, une sorte de synthèse entre Marx et Maurras. Même si aujourd'hui ces textes en font encore « phantasier » quelques-uns, il faut bien reconnaître, avec Étienne de Montety, qu'ils témoignent plus d'un goût pour les abstractions intellectuelles un peu

fumeuses que d'un souci de la politique réelle. D'ailleurs, la thématique de gauche que chérit alors Thierry Maulnier semble essentiellement destinée à faire frémir ses amis et lecteurs maurrassiens.



Cela est déjà trop pour certains dirigeants de l'Action française (médiocres apparatchiks) qui voudraient bien que ce turbulent soit mis au pas.

Mais Maurras aime l'intelligence de Maulnier, et il lui conserve toute sa confiance. Confiance qu'il lui renouvelera encore pendant l'Occupation alors qu'il s'éloigne des cénacles de la Révolution Nationale pour se rapprocher des gaullistes. Ainsi les héritiers putatifs de Maurras attendront prudemment la mort du martégal pour s'en prendre

directement à Maulnier. Maulnier en sera touché affectivement, même s'il sait depuis quelques années déjà qu'il n'a plus rien à faire avec les sectateurs d'une doctrine desséchée.

Après la Guerre, Thierry Maulnier s'engage contre les excès de l'épuration, essayant de sauver ceux qui peuvent être sauvés, oubliant généreusement les insultes et les menaces d'hier. Au côté de François Mauriac, il participe à la création de la revue de *La Table Ronde*, dont l'objet est de lutter contre le terrorisme intellectuel des communistes et de leur complice Jean-Paul Sartre. Sans perdre ses convictions d'homme de droite, il deviendra de plus en plus méfiant à l'égard de tout esprit de système : s'il n'est pas un modéré, Thierry Maulnier n'est plus un extrémiste, l'insurgé s'est assagi. Il reprend une collaboration régulière au *Figaro*, dont il

deviendra un chroniqueur remarqué pour ses commentaires brillants (mais pas toujours exempts de facilités). Surtout il se consacre à sa grande passion : le théâtre, où il obtient de nombreux succès. Parce qu'il a su rester pudique, sans jamais devenir complaisant, Étienne de Montety a réussi une biographie modèle, qui nous fait découvrir un homme, et une époque au travers du regard de cet homme.

Patrick PIERRAN
Étienne de Montety - « Thierry Maulnier » - Julliard. 370p. - prix franco 158 F.

Lys Rouge

REPERES

Quelle stratégie

pour les



royalistes ?

SOMMAIRE

- ♦ Sur les tablettes du libraire
- ♦ Editorial : Critiques et autocritiques
- ♦ Dépêches

DOSSIER STRATÉGIE

- ♦ CAPétiens 00.00 ne répond plus ?
- ♦ Pour un mouvement à deux niveaux...
- ♦ Quelle monarchie ?
- ♦ L'impasse
- ♦ La véritable impasse
- ♦ *Auctoritas* et *Potestas*
- ♦ Faut-il dépolitiser la fonction royale ?
- ♦ Royaliste, donc *res-publicain*

- ♦ De Gaulle et la tradition capétienne
- ♦ Le tumultueux roi Carol II
- ♦ Roumanie anniversaire

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Royaliste"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 48 du *Lys Rouge* (35 F franco).

☐ s'abonne au *Lys Rouge* pour 4 numéros (85 F) à partir du n° 48.

Règlement à l'ordre de "Royaliste"

Appel pressant

L'annonce des mesures d'économie draconiennes que nous avons prises et l'appel pressant que je lançais dans le dernier numéro ont fait sentir à tous nos amis que ce n'était pas du « bidon », que réellement nous traversions une passe particulièrement difficile, que l'existence même de notre journal était en cause. Les réactions n'ont pas tardé à se manifester, généreuses, nombreuses, chaleureuses et dans le prochain numéro de *Royaliste* nous publierons une première liste de souscripteurs.

Mais nous ne sommes pas pour autant hors de danger. Livres et indépendants, sans ressources publicitaires, ne bénéficiant pas de financements inavouables, nous ne vivons que grâce à nos lecteurs et à nos abonnés. Nous savons que pour beaucoup d'entre eux aussi la période est difficile mais nous savons aussi que l'on ne fait jamais en vain appel à eux.

Versez à la souscription qui est ouverte (chèques à l'ordre de *Royaliste*), versez le plus généreusement possible ! Nous avons absolument besoin de vous.

Yvan AUMONT

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le samedi 12 novembre. Organisme élu par les adhérents son rôle principal est d'être un conseil politique auprès du Comité directeur, il intervient donc directement sur les décisions à prendre quant à la ligne suivie par le mouvement.

MINITEL

Depuis quelques jours, le serveur minitel 3615 ROYAUTÉ a ouvert une rubrique « Les tribunes royalistes » grâce à laquelle il est possible de nous interroger directement. Vous pouvez également vous servir de cette rubrique pour nous demander des renseignements, obtenir une documentation, nous transmettre des adresses, etc. N'hésitez pas à en profiter.

ABONNEMENTS

Il vous est maintenant possible de payer votre abonnement par prélèvement automatique mensuel. Ce système présente des avantages multiples : plus de correspondance inutile (lettre de relance, envoi de chèque, lettre de rappel, etc), plus de risque d'oubli, une ponc-

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 19 octobre - Professeur de sciences politiques, écrivain, journaliste, Sami NAIR est récemment intervenu sur les sujets brûlants de l'actualité nationale et internationale : avant de dénoncer la xénophobie d'État dans une « lettre ouverte » à Charles Pasqua, il avait publié une très remarquable analyse de la situation algérienne. Nous lui avons demandé de nous expliquer le drame de l'Algérie - la violence quotidienne, les enjeux politiques, les implications internationales - qui ne saurait à aucun titre nous laisser indifférents.

● Mercredi 26 octobre - Esprit libre, souvent engagé mais jamais partisan, Gabriel MATZNEFF fut le premier à répondre, voici plus de vingt ans, à notre première enquête sur la monarchie. Romancier, essayiste, polémiste parfois, il s'inscrit dans une longue tradition philosophique et littéraire qui plonge dans l'antiquité romaine, s'inspire des Pères de l'Église, et se nourrit de grands écrivains européens. Ce sont ses « Maîtres et complices » - titre de son dernier livre - que Gabriel Matzneff viendra nous présenter.

● Mercredi 2 novembre - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Dérives autoritaires

Pour le respect de la dignité et des droits de chacun, le pire est encore à venir si nous acceptons l'effrayant mélange de cynisme et de veulerie qui favorise l'affirmation des tendances autoritaires dans notre pays.

A cet égard, l'ambiance politique qui a dominé cet été constitue un grave avertissement : le quadrillage de la capitale par la police, des arrestations et des expulsions entachées d'arbitraire d'islamistes réels ou supposés, et le coup d'esbroufe monté à partir de la livraison de Carlos par les autorités soudanaises n'ont suscité que des protestations timides, immédiatement noyées sous les flots de la complaisance médiatique.

Face à Charles Pasqua, devenu maître de tous les jeux, face à Édouard Balladur consacré « président de fait » par les experts en sondages, acquiescement et étouffement se confondaient dans un même silence. Est-ce le même silence qui s'imposera si l'amalgame entre la molle pâte balladurienne et le dur à cuire de la place Beauvau a raison des chiraquiens et des socialistes ? C'est d'autant plus à craindre que la gent médiatique préfèrent manifestement débattre du passé et tirer sur les faibles et les isolés, plutôt que de faire preuve de lucidité et de courage dans les débats présents. Ainsi vit-on récemment des braves à quatre poils se scandaliser soudain de l'itinéraire d'un président en fin de mandat et se déclarer résistants de l'an quarante sans s'émouvoir une seconde de ce qu'ils avaient sous les yeux : la chasse quotidienne au faciès, la stigmatisation de jeunes musulmanes cou-

pables de porter un voile, la mise en examen de trois ministres sous l'aberrant motif d'une « complicité d'empoisonnement » dans le drame du sang contaminé.

Une peur rétrospective saisit, quand on fait le bilan des événements intervenus en août et en septembre. Une coalition partisane hégémonique, un ministre de l'Intérieur tout puissant, une télévision soumise, une opposition inexistante, des atteintes nombreuses et quotidiennes aux droits et à la dignité de la



personne humaine, des opérations de lynchage médiatique qui frappent de façon également répugnante le chef de l'État et le ministre de l'Industrie... En gommant des différences majeures, il serait facile de dénoncer le vichysme rampant. Il est plus juste de mettre en garde contre la dérive autoritaire de certains dirigeants conservateurs, et d'appeler à y résister.

De fait, le pire n'est pas certain. A droite et à gauche, des voix s'élèvent depuis peu pour dénoncer les qualifications outrancières qui ont abouti à la mise en examen de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé - tant il est vrai

qu'un assassinat suppose une volonté et une préméditation dont il est invraisemblable que les personnes inquiétées se soient rendues complices. Ainsi Philippe Séguin, Jacques Mazeaud, président (RPR) de la Commission des Lois, et Jean Daniel dans *Le Nouvel Observateur*, se sont fermement opposés à la désignation de boucs émissaires.

Dans la plupart des milieux politiques et intellectuels, le visa de 24 heures « accordé » à Taslima Nasreen (qui souhaitait demeurer une semaine en France) a suscité une indignation beaucoup plus rapide mais non moins justifiée. Les conditions humiliantes qu'on voulait imposer à l'écrivain persécuté soulignent le cynisme du ministre de l'Intérieur et l'insigne faiblesse du chef du gouvernement : grand pourfendeur de l'islamisme lorsqu'il s'agit de lycéennes et d'activistes marginaux, Charles Pasqua n'a pas hésité à offrir une superbe victoire aux extrémistes musulmans qui se voient encouragés à faire pression sur les États souhaitant accueillir l'écrivain bangladais. Ce n'est pas la première fois que le ministre de l'Intérieur passe des compromis déshonorants avec le terrorisme, et ternit l'image de la France à l'étranger. Mais ses basses manœuvres apparaissent aujourd'hui à la pleine lumière, qui révèle le scandale et l'imposture de la xénophobie d'État que le Parlement sera bientôt appelé à durcir. Qu'on ne tarde plus à s'opposer au double jeu de la complaisance, à l'égard des fanatiques, et de l'acharnement contre les plus faibles. Et qu'on n'oublie pas que les dispositifs de contrôle et de répression qu'on légalise et qu'on développe actuellement pour protéger les « paisibles citoyens » et les « bons Français » sont avant tout utilisés pour protéger le pouvoir contre toute forme de contestation et de révolte.

Bertrand RENOUVIN